

A ce sujet, sans dire qu'il faille geler les prix, le gouvernement devrait exercer au moins une surveillance ou plutôt un contrôle incitatif des prix. Je dis incitatif parce que je trouve cela moins socialiste et plus réaliste, monsieur le président.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pourquoi pas!

M. Boisvert: En appliquant des mesures incitatives, on ne force pas l'entreprise privée à faire quelque chose, on ne l'étouffe pas. Je connais un individu dans ma circonscription qui voulait se faire construire un édifice de deux étages, lequel nécessitait une structure métallique. Alors, son architecte, son entrepreneur ont commencé les démarches pour trouver le fer, les matériaux nécessaires à cette structure métallique. Cela était évalué à \$37,000. Or, on lui a répondu qu'il n'y avait pas de fer, comme si l'Iron Ore Company of Canada avait fermé ses portes. On lui a donc répondu qu'il n'y avait pas de fer. Il a dû en trouvant un autre débouché, modifier son plan de façon à construire seulement un étage. Au lieu de payer deux étages \$37,000, il lui en coûte \$57,000 pour un étage. C'est un peu pour cela aussi qu'il devrait y avoir un contrôle incitatif des prix.

C'est comme dans d'autres secteurs. On sait que le prix de la peinture augmente de 30 p. 100 depuis très récemment. Avant Noël et le Nouvel An, ceux qui voulaient acheter de la peinture en grande quantité étaient obligés d'user de toute leur influence pour en obtenir. Cela se comprend assez bien. Si un individu a 1 million de gallons de peinture dans son entrepôt et s'il augmente son prix de \$3 le gallon, il se retrouve avec un profit de 3 millions de dollars. C'est exactement ce qui se produit. Quand on voit dans les supermarchés que les poches de pommes de terre sont à \$6, on se rend compte que là aussi le monopole existe, que le gouvernement fait preuve d'insouciance et d'indifférence vis-à-vis de cela.

Un fabricant de poteaux d'aluminium comme ceux que l'on voit le long des autoroutes, me disait récemment qu'à l'heure actuelle il est obligé de refuser des contrats, non pas parce que ses clients n'ont pas d'argent pour payer, mais parce qu'il n'y a pas d'aluminium. Or, le Canada est un des principaux producteurs d'aluminium, et on n'a pas d'aluminium!

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) vient de dire que l'inflation est universelle. D'une certaine façon, il s'en lave les mains: Ce n'est pas notre faute, on n'est pas coupable, on n'est pas là pour administrer, on n'a rien à dire là-dessus, on ne serait pas là et ce serait pareil.

Cela me fait penser un peu à un gars chez qui le feu prend et qui dit: Moi, je ne suis pas pompier, je ne bouge pas. On va attendre que ceux qui sont intéressés au feu viennent.

Que dire d'un semblable individu? On est un peu en droit de prétendre que le gouvernement agit un peu de la même façon lorsqu'il dit: Nous, on n'est pas capable de s'attaquer à l'inflation, cela ne nous regarde pas. Cela regarde les pays africains, et probablement les pays à qui on prête sans intérêt, pour 50 ans, des centaines de millions de dollars.

Il faut donc que le gouvernement s'ouvre les yeux, qu'il cesse de penser à sa caisse électorale, à ses bailleurs de fonds, et qu'il en vienne à apporter des solutions non pas intéressantes pour le parti, mais intéressantes pour les gens qu'il est censé gouverner. Quand je dis «les gens qu'il est censé gouverner», je parle de la population, et non pas

Réglementation des prix

des bailleurs de fonds. Il va falloir que le gouvernement instaure un système pour aider les consommateurs. Je reviens là-dessus et je n'ai pas fini d'y revenir, les consommateurs, ce sont d'abord les contribuables, ce sont eux qui sont aux prises avec ce fléau qu'est l'inflation. Il va falloir cesser de subventionner les producteurs, les intermédiaires, etc., et penser à la population. Si le Canada possède une telle richesse et compte si peu d'habitants, il n'est pas normal que les citoyens soient si mal pris. Comptant une population d'une vingtaine de millions d'habitants, le Canada est peut-être le pays le plus riche du monde, mais aussi l'un des plus endettés, où le niveau de vie est l'un des plus difficiles à rattraper. Alors, quelque chose ne tourne pas rond! Il va falloir que le gouvernement empêche les monopoles de remplacer la démocratie. Ce que je décris, c'est la situation précise qu'on vit actuellement. Ce sont les monopoles et la haute finance qui remplacent présentement la démocratie au Canada.

Quand le gouvernement établira sa politique financière et économique en fonction, non pas des intérêts particuliers, mais de la production et de la richesse du pays, on n'aura pas à affronter des problèmes d'une telle envergure. Au sujet de la motion du Nouveau parti démocratique, je la trouve bonne jusqu'à un certain point, mais je n'aime pas le mot «sélective» parce que cela sent trop le socialisme.

On dit qu'il faudrait donner, et je cite:

... à la Commission de surveillance des prix le pouvoir d'empêcher les augmentations de prix injustifiables.

Je suis moi aussi d'accord sur cette partie de la motion.

Une voix: Je ne suis pas d'accord.

M. Boisvert: Un député du Nouveau parti démocratique n'est pas d'accord. Je n'y comprends rien.

Je suis d'accord sur cette partie-là, parce que la Commission, actuellement, c'est une grosse farce «plate».

Une voix: Ce que vous dites est aussi «plate»!

M. Boisvert: Cela a l'air intéressant, puisqu'on m'écoute.

Il s'agit d'une commission devant servir de façade, pour empêcher les gens de trop gueuler. Il s'agit de se donner un prétexte, lorsqu'on ne sait quoi répondre. Tel est le type de commission que le gouvernement présente: une commission tout simplement pour lui permettre de s'effacer, de se laver les mains des problèmes, comme l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures le disait tantôt dans son discours.

● (1510)

[Traduction]

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que je participe à ce débat et je félicite les députés néo-démocrates de soulever cette question. Je note avec satisfaction que c'est le député d'Eglinton (M. Sharp) qui a parlé au nom du gouvernement, car nous savons maintenant pourquoi le gouvernement ne fait rien pour enrayer l'inflation au Canada. Quiconque déclare, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qu'une politique des revenus aurait aujourd'hui les mêmes répercussions que la Commission des prix en temps de guerre à l'époque, n'a rien compris à l'évolution qui s'est produite au cours des 25 dernières années et ne sait rien d'une politique des revenus contemporaine.